

ALGERIA-WATCH

Informations sur la situation des droits humains en Algérie

[Accueil](#) [AW](#) [Violations des droits humains](#) [Articles](#) [Analyse & Opinion](#) [Galerie](#) [Liens](#) [Recherche](#)

" Al-Qaida au Maghreb ", ou la très étrange histoire du GSPC algérien - Introduction

Table des matières

[Résumé](#)

[Une information aux sources très orientées](#)

[Première phase \(1998-2002\) : la constitution du groupe](#)

[Deuxième phase \(2003\) : l'affaire des otages du Sahara](#)

[Troisième phase \(2003-2004\) : la mutation du GSPC](#)

[Quatrième phase \(2004-2007\) : du GSPC à " Al-Qaida au Maghreb "](#)

[Cinquième phase \(2006-2007\) : le GSPC instrument de la lutte des clans au sommet du pouvoir](#)

[Conclusion : comment en finir avec le GSPC-AQMI-DRS ?](#)

[Annexe : chronologie du GSPC \(1998-2007\)](#)

Depuis 2003, si l'on en croit les médias occidentaux, le « spectre du terrorisme islamiste » aurait resurgi en Algérie. Au cours des années de la « sale guerre », de 1992 à 1999, il avait été principalement incarné par les GIA (Groupes islamistes armés) : ceux-ci étaient à la fois les ennemis du pouvoir et ceux de l'Armée islamique du salut (AIS), présenté comme le « bras armé » du Front islamique du salut (FIS), dont la victoire électorale de décembre 1991 avait provoqué le coup d'État militaire de janvier 1992 et la longue « guerre civile » qui l'a suivi. Mais, après l'élection à la présidence de la République en avril 1999 d'Abdelaziz Bouteflika, promoteur officiel de la « concorde civile », les GIA ont pratiquement disparu. Certes, la violence armée conduite « au nom de l'islam » perdurait à plus bas niveau, mais la presse européenne et américaine n'en faisait pratiquement plus état. La rupture intervient en mars 2003 : l'enlèvement rocambolesque de trente-deux touristes européens au Sahara, dont la séquestration durera plusieurs mois, est attribué à un nouveau groupe, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), réputé actif depuis l'automne 1998.

Dès lors, le GSPC va devenir un invité obligé des pages « Maghreb » et « Terrorisme » de la presse occidentale. Au point d'être présenté comme une menace très sérieuse (en particulier pour la France), dans une Europe frappée par les attentats meurtriers de Madrid (le 11 mars 2004) et de Londres (le 7 juillet 2005), revendiqués par Al-Qaida. Une menace confirmée par le GSPC lui-même, qui officialise son « internationalisation » en septembre 2006, en annonçant son ralliement à l'organisation d'Oussama Ben Laden. Et, en janvier 2007, le groupe algérien se rebaptise « Organisation d'Al-Qaida au Pays du Maghreb islamique ».

Une information aux sources très orientées

De 2003 à 2007, ces événements vont surtout être documentés par de nombreux rapports et études, confidentiels ou publics, consacrés au GSPC par des *think tanks* européens et, surtout, américains^[1]. Tous racontent à peu près, avec force détails, la même histoire : le GSPC est une scission des GIA survenue en 1998, ses chefs étant en désaccord avec la sauvagerie meurtrière de ces derniers ; évitant de frapper les civils, il ne s'attaquera longtemps qu'aux forces de sécurité, ses principales implantations se situant en Kabylie et au Sahara. Lié à Al-Qaida dès 2002-2003, le groupe étendra ensuite ses opérations, décidant de cibler les intérêts étrangers en Algérie – où il multiplie les actions meurtrières, frappant désormais à l'occasion des civils – et de

perpétrer des attentats en Europe. Et à partir de 2006, il fera donc officiellement allégeance à Al-Qaida, ayant « vocation », selon le juge antiterroriste français Jean-Louis Bruguière, à « prendre en compte l'ensemble des mouvements radicaux du Maghreb : le GICL libyen (Groupe islamiste de combat libyen), le GICM marocain, le GICT



tunisien[2] ».

Une « analyse » complaisamment relayée par les grands médias, en particulier en France. Deux exemples parmi des centaines : en avril 2007, rendant compte d'attentats meurtriers à Alger revendiqués par le GSPC, un hebdomadaire français s'inquiétait sans se poser de question du « professionnalisme impressionnant » de ce groupe[3] ; trois mois plus tôt, un quotidien expliquait sans plus de distance que « les services de renseignements des pays du Maghreb redoutent un "tsunami" fondamentaliste dans un proche avenir[4] »...

Mais quelles sont les sources de toutes ces informations ? Quand on examine de près la prose des « experts », ou celle des « journalistes spécialisés » de la presse écrite et audiovisuelle occidentale, on constate qu'*aucun* de ces auteurs n'a réalisé la moindre enquête digne de ce nom sur le terrain. Tous ne s'appuient exclusivement que sur trois sources : la presse algérienne (principalement francophone, secondairement arabophone) ; les services de renseignement occidentaux ; et, plus rarement, les sites Web djihadistes, en particulier ceux qui sont siglés « GSPC » – dont rien ne permet de vérifier l'authenticité.

Car c'est une première caractéristique étrange du GSPC : comme les GIA avant lui, et à la différence de la plupart des organisations de guérilla du xx^e siècle, le GSPC algérien ne s'est jamais donné la peine d'établir des canaux de communication fiables, permettant d'authentifier ses revendications et ses actions. Sans jamais s'interroger sur cette anomalie, les médias occidentaux se sont donc surtout abreuvés à la plus prolixe et la plus accessible des sources disponibles, la presse quotidienne algérienne. Pourtant, pas plus que leurs homologues occidentaux, les journalistes algériens n'ont jamais eu la moindre possibilité de conduire une enquête indépendante sur la violence armée attribuée à l'islamisme radical, du fait du verrouillage total de l'information « sensible » par les services secrets de l'armée, le Département de renseignement et de sécurité (DRS) – dont les chefs ont toujours été au cœur du pouvoir en Algérie, et plus que jamais depuis le déclenchement de la « sale guerre » en 1992[5]. Mieux encore, l'« information sécuritaire » – selon l'appellation consacrée – n'a de notoriété publique qu'une source unique : le DRS lui-même. Les journalistes algériens spécialisés en la matière (dont certains sont d'ailleurs des officiers du DRS) s'en cachent à peine : leurs articles consacrés au « terrorisme » et à la « lutte antiterroriste » parlent toujours de « notre source » ou de « sources généralement bien au fait des questions sécuritaires », signatures transparentes du DRS.

Plus extraordinaire, ces articles – qui se comptent par milliers depuis une quinzaine d'années – fournissent régulièrement un incroyable luxe de précisions sur le fonctionnement interne des groupes armés

« islamistes », dont le GSPC. Alors que les documents signés de ces groupes (communiqués ou sites Web) sont en général peu diserts sur ces questions, et que l'histoire mondiale de la lutte antiterroriste a montré à quel point il pouvait être difficile de pénétrer les secrets des groupes clandestins, les « sources » des journalistes algériens sont à même de donner, en temps réel, les *curriculum vitae* détaillés des auteurs de tel attentat, le détail de l'évolution de l'organigramme du GSPC (structuré en « zones » géographiques, plus ou moins calquées sur celles des wilayas de l'ALN lors de la guerre de libération), les noms et pseudonymes des différents responsables de ces structures, le détail des

pseudos des différents responsables de ses structures, le détail des débats et conflits internes, etc. Et cela sans craindre invraisemblances et contradictions.

Un grand classique à cet égard est celui des « émirs » dotés apparemment de plusieurs vies : dans les années 1990, la mort au combat des fameux « émirs » des GIA, Djamel Zitouni et Antar Zouabri, a ainsi été annoncée à de nombreuses reprises, suivie chaque fois de leur « résurrection », jusqu'à leur effacement définitif... Il en ira souvent de même, on le verra, de ceux du GSPC. Autre grand classique, seriné jusqu'à aujourd'hui à l'identique et au mot près depuis... 2002, sans crainte du ridicule : celui d'un GSPC désormais « aux abois », « laminé par les redditions et les coups de boutoir des services de sécurité » et poussé de ce fait, comme une « bête blessée », à des « actes désespérés »^[6]. En la matière, le sommet de la manipulation est atteint par les articles codés *made in DRS*, qui dénoncent épisodiquement les « barons du système » et « le terrorisme [que] commande la mafia financière incrustée dans certains rouages de l'État^[7] » : en se dénonçant eux-mêmes de façon floue et imprécise, donc peu crédible, les chefs du DRS cherchent ainsi à désamorcer par avance l'écho des critiques de leurs adversaires (comme le Front des forces socialistes de Hocine Aït-Ahmed) qui vont porter, à juste titre et de façon plus précise, les mêmes accusations...

Cet étonnant amalgame de précision et de confusion signe la manière des services d'action psychologique du DRS : ceux-ci naviguent à vue, au fil de la conjoncture nationale et internationale, avec une trame globale structurée solidement et de longue date autour de la manipulation de la « violence islamiste », mais sans s'encombrer de la cohérence des pseudo détails qu'ils fournissent, dès lors qu'ils sont assurés qu'aucun regard critique ne sera apporté à leurs « informations » dans les médias et les discours gouvernementaux des pays occidentaux qui soutiennent le régime algérien.

Et pourtant, un examen rigoureux de ce corpus pléthorique, recoupé avec d'autres sources ouvertes – dont les sites Web islamistes – et une connaissance historique minimum des rouages du très singulier système de pouvoir algérien, permet d'aboutir à une vision du GSPC certainement beaucoup plus réaliste que celle, aujourd'hui dominante, d'une officine d'Al-Qaida en guerre contre un régime « républicain » et les démocraties occidentales, au premier rang desquelles la France. Certes, il faudra sans doute encore de longues années pour connaître toute la vérité sur la mise en place et le développement de cette organisation. Mais d'ores et déjà, on peut affirmer avec certitude que si, depuis maintenant près de dix ans, le GSPC nourrit ses rangs de jeunes Algériens désespérés par le mal-vivre d'une société en déshérence, ses chefs sont, pour l'essentiel, des agents ou des pions du DRS chargés de mettre en œuvre une stratégie de violence et de terreur servant les intérêts des « décideurs de l'ombre », ne reculant devant rien pour conserver le pouvoir et les richesses qu'il leur permet de s'approprier.

Ainsi formulée, cette assertion choquera sans doute ceux qui s'en tiennent aux discours officiels et aux diatribes religieuses extrémistes des communiqués du GSPC. C'est pour en apporter la démonstration, avec toutes les nuances nécessaires, que nous retraçons ici certains épisodes clés de l'histoire du GSPC^[8], à partir d'un examen critique des sources déjà évoquées, et de certaines enquêtes complémentaires, en particulier concernant l'affaire des « otages du Sahara ».

particulier concernant l'histoire des groupes du Sahara.

Des GIA au GSPC : de la terreur généralisée à la terreur sélective

On ne peut comprendre l'histoire du GSPC sans évoquer le contexte de son apparition, à l'automne 1998. À l'époque, son existence est à peine évoquée par la presse algérienne : il n'est que l'un des divers groupuscules issus de la déliquescence des GIA, après les grands massacres de civils de 1997 et du début 1998. La mort de leur dernier émir de notoriété internationale, Antar Zouabri, n'interviendra qu'en février 2002, mais durant les trois années précédant son élimination, ces groupes, qui avaient semé la terreur entre 1993 et 1997, n'ont plus beaucoup fait parler d'eux. Et pour cause : pour les chefs du DRS, qui avaient fait infiltrer les GIA dès leur création en septembre 1992, avant d'en prendre le contrôle total à partir de la fin 1995^[9], cette organisation protéiforme ne pouvait plus répondre à leurs objectifs. En effet, lors des grands massacres revendiqués par les GIA en 1997 et 1998, de plus en plus de voix s'étaient élevées sur la scène internationale, s'interrogeant sur la véritable nature de ces groupes et leurs liens avec les chefs de l'armée. À l'automne 1997, une campagne internationale pour une commission d'enquête indépendante sur les massacres avait été lancée par les organisations de défense des droits de l'homme^[10]. Il était temps de se débarrasser de ces GIA devenus trop encombrants.

GIA, action psychologique et massacres de masse

Comme à l'habitude, les généraux Mohammed Médiène, dit « Toufik », et Smaïl Lamari, dit « Smaïn » (respectivement numéros un et deux du DRS depuis septembre 1990), avaient une longueur d'avance. En « effaçant » les GIA, ils évitaient que devienne trop évident le rôle qu'ils leur avaient assigné, celui d'une organisation contre-insurrectionnelle, largement inspirée dans ses principes par la doctrine dite de la « guerre moderne » élaborée dans les années 1950 par des officiers français – dont les colonels Charles Lacheroy et Roger Trinquier – et appliquée d'abord... en Algérie, pendant la guerre d'indépendance (avant d'essaimer dans le monde entier, en particulier en Amérique latine^[11]). Indissolublement associés au déploiement de la puissante « machine de mort » des forces de sécurité, pratiquant depuis 1994 à grande échelle la torture et les exécutions extrajudiciaires^[12], les GIA assuraient plusieurs fonctions complémentaires : terroriser par des crimes injustifiables une population largement acquise à l'opposition islamiste ; se substituer à la véritable rébellion armée pour la discréditer et provoquer des dissensions internes ; pousser à l'armement de la population civile pour combattre le « terrorisme » ; justifier la « guerre totale » contre les civils ; faire accepter les mesures antisociales draconiennes ; bénéficier du soutien international.

Certes, le recours aux techniques de la « contre-subversion » (quadrillage, torture, exécutions extrajudiciaires, faux maquis, manipulations et désinformations) est loin d'être une spécificité des généraux algériens : depuis les années 1950, elles ont été utilisées dans de nombreux conflits – qu'il s'agisse de guerres d'occupation ou de guerres civiles – par les chefs militaires. Pour ne citer qu'un exemple, l'armée américaine a ainsi été l'une des premières à appliquer à grande échelle les enseignements de Lacheroy et Trinquier lors de la guerre du Viêt-nam, notamment avec l'« Opération Phénix » (1968-1971), qui

coûta la vie à des dizaines de milliers de civils innocents^[13]. Et aujourd'hui, désinformation et manipulation sont au cœur de la « Global War on Terror » conduite depuis 2001 par l'administration de George W. Bush.

En l'espèce, la spécificité des militaires algériens, qui détiennent la réalité du pouvoir depuis 1962, est ailleurs : ils sont les seuls à avoir étendu les ressources de l'« action psychologique » à la gestion quotidienne de leur pays et de ses relations internationales. Au point d'en faire le mode exclusif de gouvernement. L'instrument essentiel de cette politique a été la Sécurité militaire (SM), créée en 1962 et devenue DRS en 1990. Formés aux méthodes françaises, puis à celles du KGB et de la Stasi, ses premiers cadres ont construit une machine de contrôle de la société sans équivalent dans le monde contemporain. Comme l'ont justement écrit deux spécialistes de l'Algérie en 1998, la SM est, « en dehors du secteur des hydrocarbures, la seule institution qui fonctionne vraiment... Quadrillant la société, contrôlant une part importante du commerce extérieur, nommant nombre de hauts fonctionnaires, y compris parmi les ambassadeurs, infiltrant les médias, la police, les entreprises d'État, les partis politiques et les groupes islamistes armés, soupçonnée d'être derrière plusieurs attentats et de multiplier les coups tordus, elle désinforme et manipule l'opinion comme, d'ailleurs, les présidents à coup de rapports volontairement erronés ou faussement alarmistes^[14] ».

Ce bref rappel était nécessaire pour comprendre pourquoi les chefs du DRS ont poussé l'instrumentalisation des GIA jusqu'à des extrémités inédites. En effet, il ne fait aujourd'hui aucun doute que les atroces massacres de masse perpétrés (principalement dans l'Algérois) en 1997 et 1998 par les « groupes islamiques de l'armée » – comme les qualifie la *vox populi* algérienne – ont été conçus par les chefs du DRS comme un moyen de déstabiliser le clan adverse qui s'était constitué au sommet du pouvoir autour du président Liamine Zéroual^[15] : désigné par le commandement militaire en 1994, celui-ci affichait son intention de s'émanciper de ses parrains, en se dotant notamment d'un parti politique pour asseoir son autorité. Mis à genoux par ce climat de chaos et une puissante campagne de dénigrement médiatique, le président Zéroual démissionnera le 11 septembre 1998. Et c'est le 16 septembre que sera publié le premier communiqué du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC)...

1999 : « concorde civile » et renouvellement de la « façade démocratique »

La page des GIA est alors tournée (même si elle ne s'effacera que progressivement). Mais pas celle de l'instrumentalisation de la violence « islamiste », signée notamment par la fabrication depuis 1992 de communiqués incendiaires attribués aux GIA et en réalité élaborés par le service d'action psychologique du DRS – comme le révéleront plus tard des officiers dissidents du DRS^[16]. Car derrière le renouvellement de la « façade démocratique » du régime permise par l'élection truquée à la présidence de la République, le 15 avril 1999, d'Abdelaziz Bouteflika, candidat désigné par les chefs du DRS et le commandement militaire, l'essentiel de l'architecture répressive qu'ils avaient construite au cours des années de la « sale guerre » (forces spéciales de l'armée, centres de torture du DRS et de la police, miliciens organisés en groupes d'autodéfense ou en gardes communales) est resté en place. Ainsi que de nouveaux groupes armés se revendiquant de l'islam (dont le GSPC)

de nouveaux groupes armés se revendiquant de l'islam (dont le GSPC), destinés à se substituer aux GIA pour maintenir une « violence résiduelle », afin de prévenir toute velléité de révolte dans une population brisée par les sept années de la « seconde guerre d'Algérie ». En effet, la violence ne diminuera que graduellement : certes sans commune mesure avec les terribles bilans des années 1990, ceux de la première moitié de la décennie 2000 attestent encore annuellement de dizaines d'attentats et massacres collectifs attribués au « terrorisme islamiste », comme de la violence de la répression, le nombre de tués passant – selon les chiffres officiels – de 2 700 en 2000 à 668 en 2004^[17].

C'est dans ce contexte qu'intervient, le 20 juillet 1999, l'adoption de la loi de « concorde civile » : elle prévoit une exonération ou une réduction de peine pour les membres des groupes armés qui se rendront avant le 13 janvier 2000, pour autant qu'ils n'aient pas commis de crimes de sang ou de viols (lors du référendum du 16 septembre suivant, la loi est approuvée par 99 % de « oui »). Conçue sur mesure par les chefs du DRS, cette loi ne prévoit évidemment rien pour sanctionner les graves violations des droits humains commis par leurs services, par l'armée et leurs divers supplétifs. De nombreux observateurs s'accordent pour constater qu'elle est notamment destinée à permettre à de nombreux agents du DRS infiltrés dans les GIA de réintégrer leurs unités, et aux combattants de l'Armée islamique du salut (AIS), qui avaient conclu secrètement en octobre 1997 une « trêve » avec le DRS, de retourner impunément à la vie civile.

En même temps que le renouvellement de la « façade démocratique » du régime, cette loi permet également de couvrir la mise en selle par le DRS des nouveaux acteurs clandestins de la « violence résiduelle », notamment en récupérant au sein du GSPC certains éléments des GIA qui se démarquaient de ses dérives (sans être conscients du rôle des manipulations du DRS) et qui n'envisageaient pas de se rendre dans le cadre de la concorde civile. Effectivement, le GSPC se distinguera de son prédécesseur par ses actions plus ciblées, mais tout au long de son évolution tumultueuse, on retrouvera les mêmes attributs caractérisant son instrumentalisation par un ou plusieurs clans du pouvoir. Même si le décodage de ses activités est plus délicat que celui des GIA – les révélations de militaires impliqués dans cette entreprise sont quasi inexistantes –, le récit de ses agissements et de ses contradictions, principalement rapporté par les journalistes algériens spécialistes du « sécuritaire », ne peut s'expliquer, comme on va le voir, que par l'implication directe du DRS.

Notes

[1] Pour ne citer que quelques-uns dans cette avalanche de rapports : Blake Mobley et Eric Rosenbach, *GSPC Dossier*, Center For Policing Terrorism, 1^{er} juin 2005, www.cpt-mi.org ; Daniel Lav, « L'Organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique : l'évolution de la présence terroriste en Afrique du Nord », MEMRI, *Enquête et analyse*, n° 332, 7 mars 2007, <http://memri.org/> ; Lianne Kennedy Boudali, « The GSPC : newest Franchise in al-Qaïda's global jihad », The Combating Terrorism Center, United States Military Academy, West Point, avril 2007, <http://ctc.usma.edu> ; Andrew Hansen, « Al-Qaïda in the Islamic Maghreb (aka Salafist Group for Preaching and Combat) », Council on Foreign Relations, 11 avril 2007, www.cfr.org ; Evan F. Kohlmann, *Two Decades of Jihad in Algeria : the GIA, the GSPC, and Al-Qaïda*, The Nefa Foundation, mai 2007, www.nefafoundation.org.

[2] « Interview de Jean-Louis Bruguière : un "arc islamiste radical" au Maghreb menace la France », Agence France-Presse, 13 mars 2007.

[3] René Backmann, « Algérie : l'ombre d'Al-Qaïda », *Le Nouvel Observateur*, 19-20 avril 2007.

[4] « D'Algérie, les terroristes essaient dans le Maghreb », *Le Figaro*, 11 janvier 2007.

[5] Voir notamment : François Gèze, « Armée et nation en Algérie : l'irréversible divorce ? », *Hérodote*, n° 116, 1^{er} trimestre 2005.

[6] Pour ne citer que trois exemples, parmi des centaines d'articles : Mounir B., « Les jours de Hassan Hattab sont comptés », *Le Quotidien d'Oran*, 19 mai 2002 ; Fayçal Oukaci et Mohamed Abdoun, « Il a fait les frais d'un coup de force au sein du GSPC. Hattab a été jugé, condamné et exécuté », *L'Expression*, 11 mai 2004 ; Ikram Ghioua, « Traqué par l'armée et lâché par les siens. Les derniers jours de Abdelmalek Droukdel », *L'Expression*, 26 mars 2007.

[7] « Les jusqu'au-boutistes sont encore là ! », *Les Débats*, 30 juin-6 juillet 2004.

[8] On trouvera en annexe une chronologie des principales dates de cette histoire mouvementée, qui pourra être utile au lecteur pour s'y repérer.

[9] Voir sur ce point le témoignage essentiel d'un ancien officier du DRS : Mohammed Samraoui, *Chronique des années de sang. Algérie : comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes*, Denoël, Paris, 2003 ; ainsi que l'étude détaillée de Salima Mellah, *Le Mouvement islamiste algérien entre autonomie et manipulation*, Comité Justice pour l'Algérie, mai 2004, www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier_19_mvt_islamiste.pdf.

[10] Voir Salima Mellah, *Les Massacres en Algérie, 1992-2004*, Comité Justice pour l'Algérie, mai 2004, www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier_2_massacres.pdf.

[11] Voir Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, Paris, 2004.

[12] Salah-Eddine Sidhoum et Algeria-Watch, *Algérie, la machine de mort. Un rapport sur la torture, les centres de détentions secrets et l'organisation de la machine de mort*, octobre 2003, www.algeria-watch.org/fr/mrv/mrvtort/machine_mort/machine_mort.htm.

[13] Voir Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, op. cit., chapitre 16.

[14] José Garçon et Pierre Affuzi, « L'armée algérienne : le pouvoir de l'ombre », *Pouvoirs*, n° 86, septembre 1998, Seuil, Paris, p. 50.

[15] Pour une démonstration détaillée, voir notamment : François Gèze et Salima Mellah, « Crimes contre l'humanité », postface à Nesroulah Yous, *Qui a tué à Bentelha ? Algérie, chronique d'un massacre annoncé*, La Découverte, Paris, 2000 ; Salima Mellah, *Les Massacres en Algérie, 1992-2004*, op. cit.

[16] Voir notamment Mohammed Samraoui, *Chronique des années de sang*, op. cit., p. 65, 94, 194 et 219.

[17] Voir : Jean-Michel Salgon, « La situation sécuritaire en Algérie 1999-2000 », *Les Cahiers de l'Orient*, 2^e trimestre 2001 ; Julien Lariège, « Contestation politique et violences armées », *Les Cahiers de l'Orient*, décembre 2006 ; Salah-Eddine Sidhoum, « Chronologie des massacres 2004 », Algeria-Watch, octobre 2005, www.algeria-watch.org/fr/mrv/2002/massacres_2004.htm.

[Résumé et table des matières](#) [première partie](#)

[Accueil](#) [AW](#) [Violations des droits humains](#) [Articles](#) [Analyse & Opinion](#) [Galerie](#) [Liens](#) [Recherche](#)

www.algeria-watch.org